

09.08.2017

Secteur laitier : critique de la Belgique envers un projet français



Il est tout à fait compréhensible que lorsque l'UE omet de prendre des mesures stabilisantes nécessaires, certains États membres de l'UE cherchent eux-mêmes des voies pour débloquer la situation.

À titre d'exemple, l'année dernière, le gouvernement français avait obligé les transformateurs d'indiquer l'origine des produits sur les emballages du lait et des produits laitiers, afin que les consommateurs sachent dans quel pays le lait a été produit et transformé. Suite à cette initiative, le ministre belge de l'agriculture Willy Borsus s'est plaint des conséquences qu'avait la mesure française pour son pays. En effet, selon le ministre, le commerce du lait de la Belgique avec son voisin français a diminué de 17 pour cent depuis l'introduction de l'étiquetage obligatoire et les contrats de vente de lait et de produits laitiers sont prolongés de plus en plus rarement. L'homologue français du ministre, Stéphane Travert, défend l'étiquetage obligatoire comme une mesure augmentant le degré de transparence pour les consommateurs et rejette le reproche émanant du pays voisin. Travert soutient que ledit projet a été mis en application il y a quelques mois seulement et qu'à l'heure actuelle il serait dès lors difficile de disposer de données fiables quant à ses conséquences.

Le conflit entre les deux pays montre clairement l'importance d'une politique stabilisatrice *au niveau de l'UE* pour résoudre les problèmes du secteur laitier. Car des crises telles que le secteur laitier les a connues de façon répétitive ces dernières années, créent des tensions entre les États membres. Des instruments efficaces de gestion de crise au niveau européen ne stabiliseraient donc pas uniquement le marché laitier, mais apporteraient également une contribution importante au renforcement de la cohésion européenne d'une manière générale.

Silvia Däberitz, directrice de l'EMB

[<<< back](#)